

Patrimoine religieux cherche résurrection

Par Delphine Tanguy



À Marseille, au cœur des quartiers Nord, Le Cloître, propriété de la fondation des Apprentis d'Auteuil, est devenu un haut lieu de l'économie sociale et solidaire.

PHOTO GILLES BADER

La France compte plus de 42 000 églises et chapelles. Faute de fidèles et d'entretien, certaines sont en déshérence. D'autres se réinventent une fonction sociale ou culturelle. Enquête.

Sept siècles après la pose de sa première pierre, la voici au catalogue de Patrice Besse, "le" spécialiste de l'immobilier religieux en France : Notre-Dame des Miracles, merveille de chapelle gothique avignonnaise - ainsi que les cinq appartements du XIXe siècle qui la flanquent - est en vente pour la bagatelle d'1,9M€.

Églises, chapelles, prieurés, couvents : bien qu'encore exceptionnelles, les ventes de patrimoine religieux se multiplient. Parfois, ces édifices deviennent des maisons d'artistes (la Comerie, à Marseille), des hôtels de luxe (le Couvent des Minimes, à Mane) ou même des épiceries de village (à Aureille) et trouvent là une nouvelle vie. Un second souffle.

Mais boudés par les fidèles, délaissés par des congrégations vieillissantes, mal entretenus par des communes et des diocèses aux finances contraintes, 5 000 autres bâtiments seraient aujourd'hui menacés ou fermés au public. Quand Notre-Dame de Paris mobilise les dons (plus de 840M€ collectés pour sa reconstruction), l'argent

manque pour faire revivre la chapelle Sainte-Jeanne D'Arc à Antibes (06) ou la fresque de la cathédrale d'Embrun (05). Avec près de 90 000 bâtiments religieux (toutes confessions confondues), dont 42 000 églises et chapelles (celles bâties avant la loi de 1905, soit 40 000 édifices, appartenant aux communes ; 2 000 autres, construites au XXe siècle, aux diocèses), la France se trouve face au défi de la conservation de ce patrimoine, atout culturel et touristique majeur. *"Nous avons vraiment besoin d'identifier les difficultés qui le menacent, de proposer des pistes pour une meilleure sauvegarde"*, confirme Anne Ventalon. Sénatrice (LR) de l'Ardèche, elle mène jusqu'en juillet avec son collègue des Hauts de Seine Pierre Ouzoulias (PCF), archéologue et historien, une mission d'enquête sur le patrimoine religieux français. *"Le dernier recensement par l'Etat doit dater de 40 ans ! On ne sait pas ce qui est encore debout, vendu, transformé..."*

C'est que depuis des décennies, la sauvegarde de ce trésor est restée *"un impensé"*, juge Benoît de Sagazan, rédacteur en chef du *Monde de la Bible* (Bayard) et directeur de l'Institut Pèlerin du patrimoine. *"Diocèses, communes, architectes, chacun réfléchit en silo, dans son coin. Or, c'est dans le dialogue que réside la solution."* Si la privatisation apparaît souvent comme le seul sauvetage possible pour les édifices mal en point, lui préfère explorer une autre voie : *"Quelle que soit votre croyance, une église, c'est un bien commun, une affaire d'humanité, pose-t-il. Elle peut garder son caractère culturel tout en s'ouvrant à d'autres usages, culturels, touristiques, éducatifs ou caritatifs."*

"Des volumes, une verticalité"

L'Institut Pèlerin du patrimoine accompagne ainsi des diocèses, des communes dans cette transition, passant par une *"mutualisation"* des usages comme de l'entretien. *"En France, on sait très bien restaurer mais pas entretenir : or, une tuile pas remplacée, dix ans plus tard, ce sont des dégâts et des coûts considérables !"* Vicaire général du diocèse de Marseille, Xavier Manzano le sait bien : l'argent manque. *"On n'arrive jamais à dégager plus d'1,5M€ par an pour entretenir nos 56 églises et autres presbytères et salles paroissiales. On essaie de réduire la voilure sur des sites qui ne sont plus fréquentés et de réinvestir ailleurs."* Une demi-douzaine d'églises restent closes. *"On a de l'immobilier inactif et on peut jouer sur cette molette pour valoriser le patrimoine que nous tenons à conserver."* C'est ainsi que l'église Saint-Martin d'Arenc (3e), désaffectée de longue date, a été cédée au Conseil départemental qui doit y créer un lieu hybride de bureaux

A Lyon, Melanie Meynier est architecte et docteur en architecture. Elle avait consacré sa thèse à la seconde vie des églises paroissiales, après un séjour au Québec. *"Les gens, là-bas, ne sont pas moins attachés que nous au patrimoine religieux. Mais ils ont compris que quand la reconversion fait sens, elle est une chance de conservation."* En France, le sujet, par la charge symbolique, voire identitaire, qu'il recèle, reste sensible. *"Un maire peut y perdre son mandat."* C'est pourtant un cercle vicieux : moins une église est fréquentée, moins les mairies ont envie de l'entretenir, et plus elle se dégrade... Mélanie Meynier, elle, veut garder ce patrimoine vivant et accompagne en ce sens les communes sur des projets de reconversion. *"Une église, c'est souvent un emplacement idéal. C'est aussi des volumes, une verticalité, dont on peut tirer parti."* En Ardèche, la sénatrice Anne Ventalon évoque une chapelle devenue salle d'escalade. Ailleurs, d'autres ont mué en centres culturels ou médicaux, cantines populaires... Tous ces projets ont demandé du temps, de la médiation. *"Mais un combat n'est gagné que si on le mène"*, philosophe Benoît de Sagazan.